

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

N° 362

1^{er} trimestre 2015

1,30 Euro



www.internationalism.org
belgium@internationalism.org

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

Sur tous les continents, le capitalisme et ses guerres sèment le chaos

Conflits impérialistes

Il y a cent ans, en août 1914, éclatait la Première Guerre mondiale. Le bilan humain de cette bouche-rie planétaire est officiellement de 10 millions de morts et 8 millions d'invalides. La "paix" signée, la bourgeoisie jura la main sur le cœur qu'il s'agissait de la "der des ders". Mensonges évidemment. Il ne s'agissait au contraire que de la première conflagration barbare marquant la décadence du capitalisme. L'histoire du XXe siècle et de ce jeune XXIe est en effet jalonnée d'affrontements impérialistes incessants et meurtriers. A la Première succéda la Seconde Guerre mondiale, à la Seconde Guerre mondiale la guerre froide et à la guerre froide de multiples et incessants foyers de combats qui frappent, depuis les années 1990, des pans de plus en plus larges de la planète. Cette dernière période, si elle n'a pas l'aspect spectaculaire de l'affrontement entre deux blocs, entre deux superpuissances, n'en met pas moins en péril la survie même de l'humanité car sa dynamique, plus sournoise et insidieuse, peut aboutir non à la guerre mondiale mais à la généralisation de la guerre et de la barbarie. La guerre en Ukraine, qui

marque le retour de la guerre en Europe, cœur historique du capitalisme, est d'ailleurs un pas qualitatif significatif dans cette direction.

Le retour de la guerre en Europe

Après la Seconde Guerre mondiale et ses 50 millions de morts, l'Europe était déjà redevenue une zone déchirée par la brutalité des blocs militaires Est/Ouest. Durant cette longue période meurtrière de la guerre froide, les massacres avaient lieu à la périphérie du capitalisme par conflits interposés entre, en tout premier lieu, les Etats-Unis et la Russie. L'épisode sanglant de la guerre du Vietnam en fut une illustration dramatique. Mais aussitôt après la chute du mur de Berlin, une nouvelle période allait s'ouvrir.

En 1991, les États-Unis, à la tête d'une puissante coalition récalcitrante, allaient prendre prétexte de l'invasion du Koweït par l'armée irakienne pour déclarer la guerre. Le but principal: stopper la tendance à la dilution de leur ancien bloc impérialiste par une démonstration de leur puissance militaire et réaffirmer ainsi leur *leadership* planétaire. Il s'agissait alors d'assurer un soi-disant "nouvel

ordre mondial". Au prix d'un désastre matériel et humain (plus de 500.000 morts), de bombardements aériens massifs et d'explosions de bombes à dépression faisant éclater les poumons, cette prétendue "guerre chirurgicale", "civilisatrice", devait apporter "paix et prospérité". Mais ce mensonge allait très vite être démenti. Aussitôt en effet, de façon quasi-simultanée, une nouvelle guerre se déclenchait aux portes mêmes de l'Europe, en ex-Yougoslavie. Une guerre atroce, à seulement quelques heures de Paris, rythmée par de multiples charniers (dont celui de Srebrenica, avec la complicité des Casques bleus français, laissant massacrer de 6.000 à 8.000 Bosniaques!).

Et aujourd'hui, une fois encore, la gangrène militariste se retrouve aux portes de l'Europe. En Ukraine, c'est la bourgeoisie qui se déchire ouvertement. Les milices armées, plus ou moins bien contrôlées par les États russe et ukrainien, s'affrontent en prenant la population de l'Est de l'Ukraine en otage. Ce conflit, sur la base de nationalismes cultivés depuis des décennies, est bien le fruit de charognards. Les principaux acteurs restent comme toujours les grandes puissances: les États-Unis, la Russie, la France et bon nombre

de pays de l'Europe occidentale.

La situation dramatique en Ukraine marque clairement le pas qualitatif du système agonisant dans son processus de décomposition. Le fait que tous concourent à pousser en avant ce conflit par des intérêts divergents et en Europe, lieu des déflagrations mondiales du siècle dernier, traduit le niveau de désagrégation du système.



Ukraine 2015

Le développement du chacun pour soi...

Depuis, avec l'effondrement du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS, l'ancienne discipline des blocs a été rompue, ouvrant une véritable boîte de Pandore. En effet, malgré les effets politiques et les illusions de courte durée portés par la première guerre du Golfe, les États-Unis ont été contraints de continuer à intervenir, partout, de plus en plus fréquemment et souvent seuls: comme lors des interventions en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, en Afghanistan et en Irak.

Or, cette politique impérialiste, symbole d'une impasse historique, est clairement un échec. Chaque nouvelle démonstration de force de cette super-puissance déclinante s'est traduite par une tendance à montrer ouvertement son incapacité à contrôler les zones de guerre qu'elle avait investies. Face à un maître en déclin, le désordre et les appétits impérialistes ne peuvent que grandir, avec leur cortège d'exacerbation nationalistes, de conflits religieux et interethniques.

Les forces centrifuges alimentées par des appétits croissants ont donc généré des conflits marqués par la réalité de la décomposition sociale, poussant à la désagrégation des Etats, favorisant les pires seigneurs de la guerre et les aventures mafieuses pour des trafics en tous genres, dont le prix payé est celui de la mort et de la destruction. Dans la seconde moitié des années 1980, une succession d'attentats meurtriers allait déjà frapper le cœur des métropoles européennes comme ce fut le cas à Paris, Londres ou Madrid. Ces attentats n'étaient plus le simple recours de groupes ou d'acteurs isolés, mais le fait d'Etats constitués. En ce sens, ils devenaient des actes de guerre dont les attentats du 11 septembre 2001 à New York constituaient un des sommets. Les pires expressions barbares longtemps rejetées à la périphérie tendaient bel et bien à revenir frapper vers le centre du capitalisme, vers des territoires où seul le prolétariat peut constituer un frein par sa présence et son potentiel civilisateur.

... et de la barbarie

Tous les jours, des réfugiés venant de pays en guerre meurent en voulant traverser la Méditerranée. Entassés comme du bétail, sur des bateaux-cercueils, par des passeurs sans scrupule, ils tentent d'échapper désespérément à l'indicible.

ATTENTATS SANGLANTS À PARIS

Le terrorisme: une manifestation de la putréfaction de la société bourgeoise

Cabu, Charb, Tignous, Wolinski, ces quatre noms parmi la vingtaine de morts inscrits au bilan des tueries de Paris des 7 et 9 janvier sont un symbole. Ce sont eux qui étaient visés en priorité. Et pour quelle raison? Parce qu'ils représentaient l'intelligence contre la bêtise, la raison contre le fanatisme, la révolte contre la soumission, le courage contre la lâcheté (1), la sympathie contre la haine, et cette qualité spécifique humaine: l'humour et le rire contre le conformisme et la grisaille bien-pensante.

On pouvait rejeter et combattre certains de leurs positionnements politiques (dont certains étaient parfaitement bourgeois) (2). Mais ce qui était frappé, c'est justement ce qu'ils avaient de meilleur. Ce déchaînement barbare de violence contre de simples dessinateurs ou d'inoffensifs clients d'un supermarché a provoqué une émotion

considérable, non seulement en France mais dans le monde entier, et c'est normal. L'utilisation que font aujourd'hui de cette émotion tous les représentants patentés de la démocratie bourgeoise ne doit pas occulter le fait que l'indignation, la colère et la profonde tristesse qui ont saisi des millions d'hommes et de femmes, et qui les a fait descendre spontanément dans la rue le 7 janvier, était une réaction saine et élémentaire contre cet acte ignoble de barbarie.

Un pur produit de la décomposition du capitalisme

Le terrorisme ne date pas d'hier (3). La nouveauté, c'est la forme qu'il a prise et le fait qu'il s'est fortement développé à partir du milieu des années 1980 pour devenir un phénomène planétaire sans précédent. La série d'attentats aveugles qui a frappé Paris en 1985-86, et qui, de façon claire,

n'était pas le simple fait de petits groupes isolés mais portait la signature d'un État, inaugurait une période nouvelle dans l'utilisation du terrorisme qui, depuis, a pris une extension inconnue dans l'histoire faisant un nombre croissant de victimes.

Les attentats terroristes perpétrés par des fanatiques islamistes ne sont pas chose nouvelle non plus. L'histoire de ce début de siècle en est régulièrement le témoin, et avec une ampleur bien plus grande que celle des attentats de Paris début janvier 2015.

Les avions-kamikazes contre les Twin Towers de New York le 11 septembre 2001 ont ouvert une nouvelle époque. Pour nous il est clair que les services secrets américains ont laissé faire et même favorisé ces attentats qui ont permis à la puissance impérialiste américaine de justifier et déchaîner la guerre en Afghanistan et en Irak tout comme l'attaque japonaise contre la base navale de Pearl Harbor en décembre 1941, prévue et voulu par Roosevelt, avait servi de prétexte pour l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale (4). Mais il est clair aussi que ceux qui avaient pris les commandes des avions étaient des fanatiques complètement délirants qui pensaient gagner le paradis en tuant massivement et en faisant le sacrifice de leur vie.

Moins de trois ans après New York, le 11 mars 2004, Madrid a été le théâtre d'un massacre effroyable: des bombes "islamistes" ont provoqué 200 morts et plus de 1.500 blessés dans la gare d'Atocha; des corps humains étaient tellement déchiquetés qu'ils n'ont pu être identifiés que par leur ADN. L'année suivante, le 7 juillet 2005,

(suite à la page 2)

(suite à la page 4)

sommaire

• Manifestations et grèves en Belgique

Les actions syndicales ne mènent qu'au découragement et au désespoir.....2-3

• Rosa Luxemburg

Elle appartient à la révolution prolétarienne, pas aux sociaux-démocrates!.....4

• Réunion publique à Budapest

Comment la classe ouvrière a mis fin à la Première Guerre mondiale.....5

• Ebola

Le capitalisme en décomposition répand de nouvelles épidémies.....8

MANIFESTATIONS ET GRÈVES EN BELGIQUE

Les actions syndicales

De la gare du Nord au Midi, les rues étaient remplies de couleurs rouge, verte et bleue. Une masse hétéroclite d'environ 120.000 personnes provenant de toutes les régions, dépassant les clivages linguistiques, marchait derrière les banderoles du « front commun » des syndicats socialistes, chrétiens et libéraux. C'était comme si ce jeudi 6 novembre 2014, Bruxelles, le centre de l'Europe capitaliste, s'était transformée en une ville des « syndicats ouvriers ». Et ce n'était que le début d'une longue série d'actions, 3 journées de grèves « provinciales » et une journée de « grève nationale », échelonnées de la mi-novembre jusqu'à la mi-décembre, toutes orientées contre les mesures d'austérité de la coalition « suédoise » des partis de droite (le bleu des partis libéraux flamand et francophone, le jaune des sociaux-chrétiens et des nationalistes flamands).

La manifestation syndicale massive du 6 novembre est particulièrement révélatrice des objectifs que se donnaient les syndicats. D'une part, elle se termina par des incidents relativement violents entre quelques centaines de « casseurs » et les forces de l'ordre, qui furent largement étalés et dénoncés dans les médias. Mais d'autre part, ces mêmes médias bourgeois caractérisaient explicitement le rassemblement comme la réunion de masse la plus impressionnante depuis la manifestation ouvrière massive du 31 mai 1986 qui avait réuni près de 200.000 travailleurs. Comment interpréter cette double campagne médiatique sur la « guerre dans les rues de Bruxelles » mais aussi sur la « plus importante mobilisation ouvrière depuis 1986 » ? Quels objectifs réels étaient visés par ces actions syndicales ? Voilà les questions auxquelles cet article veut tenter de répondre.

Un contexte comparable à 1986 ?

La comparaison de la manif du 6 novembre avec celle de 1986 est bancale autant sur le plan des caractéristiques du mouvement que du contexte dans lequel elle a lieu :

- la combativité et la détermination des travailleurs ne sont en rien comparables dans les deux événements. La manifestation du 31 mai 1986 était le produit de luttes acharnées, déclenchées et souvent organisées par les travailleurs mêmes. Car, ce n'était pas les syndicats ou les gau-

chistes, mais « les ouvriers mêmes qui ont envoyé des délégations massives vers d'autres entreprises (mineurs, cheminots, STIB...). On a vu aussi des tentatives importantes de disputer aux syndicats le contrôle de la lutte et de le garder entre les mains des grévistes, comme par exemple avec la coordination d'enseignants en grève du "Malibran" à Bruxelles » (Internationalisme N° 117). La recherche de l'unité était aussi fort présente parmi les travailleurs en lutte : « Ainsi se concrétise la volonté d'utiliser la rue comme lieu propice où peut se souder l'unité dans la lutte, actifs et chômeurs réunis. Hormis la manifestation du 31/5, pendant des semaines on a vu toute une série de rassemblements massifs dans les grandes villes industrielles, et ce malgré le travail incessant des syndicats pour maintenir les ouvriers isolés. » (Internationalisme N° 111). Ce n'est que progressivement et avec difficulté que les syndicats réussirent à reprendre le contrôle de la lutte et, en exploitant la faiblesse du mouvement quant à sa perspective historique, la dimension politique et culturelle du combat et aussi en profitant de la dé-mobilisation due aux vacances d'été, à l'entraîner vers la dé-mobilisation. Contrairement à la manifestation massive en 1986, la combativité dans la manifestation récente à Bruxelles, était pour ainsi dire absente. Aucune contestation des consignes syndi-

cales. Les participants portaient des banderoles qui exprimaient plus souvent une question ou une suggestion qu'une revendication : « Pourquoi travailler plus longtemps ? Trois employés sur quatre sont (quand même) malades avant leurs 65 ans !... », « L'union fait la modération », « L'éducation, un droit ? » et maintes autres calicots dans ce genre. Certains slogans officiels appelaient même à ne pas faire payer la « communauté » pour les restructurations des patrons : « Aucun licenciement, surtout pas avec l'argent public ». Bref, la marée des manifestants marchait docilement derrière les syndicats et leurs mots d'ordre.

- la dynamique générale de la lutte de classe est fort différente aussi dans les deux situations. La manifestation du 31 mai 1986 était le point d'orgue de semaines de luttes dans les entreprises et les secteurs, aussi bien dans le secteur public que privé. Le mouvement a débuté par « des grèves qui démarraient spontanément et qui ont mis le feu aux poudres... la dynamique d'extension et d'unification a été poussée par les assemblées générales et les comités d'action qui ont surgi au cours de la grève. Ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont lancé l'idée d'une marche sur Bruxelles comme tentative d'unification » (Internationalisme N° 117). Les syndicats ont été submergés dans un premier temps par la combativité et ont sauté sur le train en marche. Par ailleurs, les mouvements de 1986 se situaient dans le contexte d'une vague de luttes internationale. Juste avant « En Norvège, 120.000 travailleurs entrent en grève ; en Finlande, ce sont 250.000 grévistes qui, ensemble, se sont opposés à l'État » (Internationalisme 111). Après le déclin du mouvement en Belgique, divers autres mouvements de grève ont encore suivi dans plusieurs autres pays d'Europe occidentale.

La situation actuelle n'est en rien comparable sur ce point aussi. Depuis

la fin des années 1980, l'évidence que ni la classe ouvrière, ni la bourgeoisie n'a pu imposer sa perspective historique a causé un blocage du rapport de force entre les classes, ce qui engendre un pourrissement sur pied du capitalisme. L'effondrement des régimes stalinien, qui « a provoqué un recul important du prolétariat, tant au niveau de sa conscience que de sa combativité » (Revue Internationale n°130, 3e trimestre 2007), accentue encore l'impact de la décomposition, du « chacun pour soi » qui devient de plus en plus l'élément prépondérant du capitalisme décadent. Cela a entraîné des difficultés conséquentes pour la lutte ouvrière : « (...) la décomposition a posé à la classe ouvrière des difficultés importantes à la fois matérielles et idéologiques pour le développement de la lutte de la classe ouvrière :

- au niveau économique et social, les processus matériels de décomposition ont eu tendance à saper pour le prolétariat la conscience de son identité. De plus en plus les concentrations traditionnelles de la classe ouvrière ont été détruites ; la vie sociale est devenue de plus en plus atomisée (...); le chômage de longue durée, spécialement parmi les jeunes, renforce cette atomisation et défait encore plus le lien avec les traditions de combat collectif ;
- les campagnes idéologiques incessantes de la classe dominante, vendant le nihilisme, l'individualisme, le racisme, l'occultisme, et le fondamentalisme religieux, tout ceci aidant à obscurcir la réalité de la société dont la division fondamentale reste la division en classes ;
- la classe ouvrière est donc confrontée aujourd'hui à un grave manque de confiance - pas seulement en sa capacité à changer la société, mais même en sa capacité à se défendre elle-même au jour le jour. Ceci (...) a accrue la capacité du capitalisme à dévoyer les efforts des ouvriers pour défendre leurs propres intérêts vers tout un patchwork de mouvements

« populaires » et « citoyens » pour plus de « démocratie ». (Revue Internationale N° 106, 3e trimestre 2001)

Les conséquences de cette décomposition engendrent régulièrement la confusion et même la démoralisation. Elles marquent toute une génération de prolétaires. En Europe, elles suscitent un grand désarroi parmi les travailleurs à propos des objectifs de la lutte et des alternatives à avancer face au système pourrissant. Même la confiance en soi, le sentiment d'appartenir à une seule classe avec ses propres désirs et revendications sont ébranlés.

Aussi, à l'heure actuelle, les attaques que subit la classe ouvrière en Belgique, qu'elles soient assénées par un gouvernement de gauche (le gouvernement précédent du socialiste Di Rupo) ou par l'actuel gouvernement de droite, rencontrent une résistance pratiquement nulle malgré un réel mécontentement social. C'est d'ailleurs le cas dans pratiquement tous les pays. Ainsi, la bourgeoisie a réussi à faire passer de lourdes restructurations, telles que la fermeture de Ford Genk et la réduction de la sidérurgie à Liège (Mittal) sans que cela n'entraîne de résistances ouvrières significatives. Pour le moment, la bourgeoisie réussit à conserver un certain contrôle à la fois sur son appareil économique et sur la situation sociale grâce à la reprise en main des syndicats qui parviennent encore à enfermer les ouvriers dans des simulacres de lutte, insignifiantes et hyper corporatistes (et même très impopulaires pour monter les prolétaires les uns contre les autres, comme les grèves des cheminots de la SNCB à l'automne). Et l'annonce par les gouvernements fédéral et régionaux de mesures d'austérité drastiques touchant les salaires, les retraites, les allocations sociales et de chômage et les services publics, si elles ont engendré un sentiment d'injustice et d'indignation, n'ont pas non plus déclenché des réactions combattives parmi les travailleurs. Il faudra une dégradation encore plus importante des conditions générales d'existence et d'exploitation de la classe

(suite de la première page)

ATTENTATS SANGLANTS À PARIS

c'est Londres qui est frappée : quatre explosions également dans les transports publics ont fait 56 morts et 700 blessés. La Russie également a connu plusieurs attentats islamistes au cours des années 2000, dont celui du 29 mars 2010 qui a fait 39 morts et 102 blessés. Et bien entendu, les pays périphériques n'ont pas été épargnés à l'image de l'Irak depuis l'intervention américaine en 2003 et comme on a pu le voir encore tout dernièrement au Pakistan, à Peshawar, où en décembre dernier 141 personnes, dont 132 enfants, ont péri dans une école.

Ce dernier attentat, où ce sont spécifiquement des enfants qui sont la cible, illustre, dans toute son horreur, la barbarie croissante de ces adeptes du "Djihad". Mais l'attentat de Paris du 7 janvier, bien que beaucoup moins meurtrier et atroce que celui du Pakistan, exprime une dimension nouvelle dans la barbarie.

Dans tous les cas précédents, aussi révoltant que soit le massacre de populations civiles, et notamment d'enfants, il y avait une certaine "rationalité" : il s'agissait d'exercer des représailles ou de tenter de faire pression sur des États et leurs forces armées. Le massacre de Madrid de 2004 était censé "punir" l'Espagne pour son engagement en Irak à côté des États-Unis. De même pour les attentats de Londres en 2005. Dans l'attentat de Peshawar, il s'agissait de faire pression sur les militaires pakistanais en massacrant leurs enfants. Mais dans le cas de l'attentat de Paris du 7 janvier, il n'y a pas le moindre "objectif militaire", même illusoire, de cet ordre. On a assassiné les dessinateurs de Charlie Hebdo et leurs collègues pour "venger le prophète" dont ce journal avait publié des caricatures. Et cela, non pas dans un pays ravagé par la guerre ou soumis à l'obscurantisme religieux, mais dans la France "démocratique, laïque et républicaine".

La haine et le nihilisme sont toujours un moteur essentiel dans l'action des terroristes, et particulièrement de ceux qui font délibérément le sacrifice de leur vie pour tuer le plus massivement possible. Mais cette haine qui transforme des êtres humains en machines à tuer froidement, sans la moindre considération pour les innocents qu'ils assassinent, a pour cible principale ces autres "machines à tuer" que sont les États. Rien de ça le 7 janvier à Paris : la haine obscurantiste et le désir fanatique de vengeance sont ici à l'état pur. Sa cible est l'autre, celui qui ne pense pas comme moi, et surtout celui qui pense parce que moi j'ai décidé de ne plus penser, c'est-à-dire d'exercer cette faculté propre à l'espèce humaine.

C'est pour cette raison que la tuerie du 7 janvier a provoqué un tel impact. D'une certaine façon, on est confronté à l'impensable : comment des cerveaux humains, pourtant éduqués dans un pays "civilisé", ont-ils pu formuler un tel projet barbare et absurde qui ressemble à celui des nazis les plus fanatiques brûlant les livres et exterminant les juifs ?

Et le pire n'est pas encore là. Le pire, c'est que l'acte extrême des frères Kouachi, d'Amedy Coulibaly et de leurs éventuels complices n'est que la pointe émergée d'un iceberg, de toute une mouvance qui prospère de plus en plus dans les banlieues pauvres, une mouvance qui s'est exprimée lorsqu'un certain nombre de jeunes ont exprimé l'idée que "Charlie Hebdo l'avait bien cherché en insultant le prophète", et que l'assassinat des dessinateurs était quelque chose de "normal".

C'est là aussi une manifestation de l'avancée de la barbarie, de la décomposition au sein de nos sociétés "civilisées". Cette plongée d'une partie de la jeunesse, et pas seulement celle issue de

l'immigration, dans la haine et l'obscurantisme religieux est un symptôme, parmi beaucoup d'autres mais particulièrement significatif de la crise extrême, du pourrissement de la société capitaliste.

Aujourd'hui, un peu partout (en Europe aussi et particulièrement en France), de nombreux jeunes sans avenir, au parcours chaotique, humiliés par des échecs successifs, par la misère culturelle et sociale, deviennent les proies faciles des recruteurs sans scrupules (souvent liés à des États ou expressions politiques comme Daesh) qui drainent dans leurs réseaux ces paumés aux conversions aussi inattendues que soudaines, les transformant en des tueurs à gages potentiels ou en chair à canon pour le "djihad". Avec l'absence de perspective propre à la crise actuelle du capitalisme, une crise économique mais aussi sociale, morale et culturelle, avec le pourrissement sur pied de la société qui sue la mort et la destruction par tous les pores, la vie de bon nombre de ces jeunes est devenue à leurs propres yeux sans objet et sans valeur. Elle prend souvent et très rapidement la coloration religieuse d'une soumission aveugle et fanatisée qui inspire toutes sortes de comportements irrationnels et extrêmes, barbares, alimentés par un nihilisme suicidaire puissant. L'horreur de la société capitaliste en décomposition, qui a fabriqué ailleurs des enfants soldats en masse (par exemples en Ouganda, au Congo ou au Tchad particulièrement depuis le début des années 1990), génère maintenant au cœur même de l'Europe de jeunes psychopathes, tueurs professionnels au sang-froid, totalement désensibilisés et capable du pire sans même attendre une rétribution pour cela. Bref, cette société capitaliste en putréfaction, laissée à sa propre dynamique morbide et barbare, ne peut qu'entraîner progressivement toute l'humanité

vers le chaos sanglant, la folie meurtrière et la mort. Comme le montre le terrorisme, elle ne cesse de fabriquer toujours plus nombreux des individus totalement désespérés, broyés et capables des pires atrocités ; fondamentalement ces terroristes, elle les façonne à son image. Si de tels "monstres" existent c'est parce que la société capitaliste est devenue "monstrueuse". Et si tous les jeunes qui sont affectés par cette dérive obscurantiste et nihiliste ne s'enrôlent pas dans le "Djihad", le fait que beaucoup d'entre eux considèrent comme des "héros" ou des "justiciers" ceux qui ont franchi ce pas constitue bien une preuve du caractère de plus en plus massif du désespoir et de la barbarie qui envahit la société.

L'odieuse récupération "démocratique"

Mais la barbarie du monde capitaliste actuel ne s'exprime pas seulement dans ces actes terroristes et la sympathie qu'ils rencontrent dans une partie de la jeunesse. Elle s'exprime aussi dans l'ignoble récupération que la bourgeoisie est en train de faire de ces drames.

Au moment où nous écrivons cet article, le monde capitaliste, avec à sa tête les principaux dirigeants "démocratiques", s'appête à accomplir une des opérations les plus sordides dont il a le secret. A Paris, le dimanche 11 janvier, se sont donné rendez-vous pour une immense manifestation de rue, autour du Président Hollande et de tous les dirigeants politiques du pays, toutes couleurs confondues, Angela Merkel, David Cameron, les chefs de gouvernement d'Espagne, d'Italie et de bien d'autres pays d'Europe, mais aussi le Roi de Jordanie, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, et Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël (5).

ne mènent qu'au découragement et au désespoir

ouvrière pour que celle-ci puisse surmonter sa paralysie.

Ce qui est comparable c'est le rôle des syndicats

Si une chose est toutefois comparable dans les deux cas, c'est le rôle de fossoyeur de la lutte de classe que les syndicats jouent dans les deux cas, même si la tactique peut varier.

En 1986, les syndicats ont sauté sur le train en marche non pas pour soutenir la lutte mais, au contraire, pour mettre des bâtons dans les roues de la dynamique du mouvement, le détourner et l'entraîner vers une impasse. Avec l'aide du syndicalisme de base plus «radical», ils y ont finalement réussi: «Ainsi, en reprenant les perspectives issues de la lutte (extension vers d'autres secteurs, auto-organisation, marche sur Bruxelles...), ils les ont peu à peu vidées de tout leur contenu de classe» (Internationalisme N° 111). De fait, la manifestation nationale du 31 mai 1986 était pour les syndicats la meilleure occasion pour reprendre la direction du mouvement qu'ils avaient à moitié perdue.

Aujourd'hui, la stratégie est différente, mais le rôle est identique. Les syndicats prennent l'initiative, alors que les travailleurs sont en plein désarroi, pour accentuer encore plus la confusion dans la tête des ouvriers et surtout pour les convaincre que le cadre de la concertation syndicale est le seul cadre au sein duquel une résistance contre l'austérité peut s'inscrire. Tout en criant haut et fort qu'ils «déclaraient la guerre à ce gouvernement au service des patrons», que «les travailleurs ne se laisseraient pas plumer», la délégation du front syndical a exigé, dès le début des actions, une entrevue avec les principaux ministres du gouvernement pour revendiquer le droit de débattre avec eux des «mesures antisociales qui font mal aux familles et aux travailleurs», pour démontrer que, plutôt que de «forcer à avaler un saut

d'index», il était possible de «prendre l'argent là où il y en a» et «d'aller le chercher là où il est!» (discours du dirigeant syndical FGTD De Leeuw).

Dès le début, le vrai objectif des actions syndicales était patent: l'inscription de la manif sous le «patronage» de celle de 1986, un puissant mouvement de lutte ouvrière, visait à troubler encore plus la conscience des travailleurs. Il s'agissait de bien leur faire entrer dans la tête que la lutte des ouvriers ne peut être qu'une lutte pour que les syndicats soient «associés à la concertation», «associés à la concrétisation des plans d'austérité», afin qu'ils puissent infléchir les plans dans le sens de mesures équilibrées qui «demandent un effort à tous selon les possibilités de chacun». Plutôt que de désamorcer une combativité ouvrière persistante comme en 1986, les syndicats visent par leurs actions actuelles à pourrir à la base la volonté de combativité et de prise de conscience des travailleurs en enfermant toute résistance et toute recherche d'alternative dans le carcan de la concertation sociale pour sauvegarder l'intérêt national, et donc de l'unité avec leurs exploités au sein de la démocratie bourgeoise.

Assimiler la lutte de classe à de la violence gratuite

Un autre volet de la campagne était le battage médiatique sur la «guerre dans les rues de Bruxelles». Mené en parallèle au précédent, il répondait à un autre objectif, parfaitement complémentaire. Car si, malgré leurs déclarations ronflantes, les syndicats n'ont jamais «engagé la guerre» contre le gouvernement et ses mesures (et n'ont jamais eu l'intention de l'engager d'ailleurs), la bourgeoisie a largement médiatisé les émeutes qui ont émaillé la fin de la manifestation du 6 novembre pour associer toute idée de lutte radicale avec des visions de terreur urbaine et de violence gratuite.

Ces émeutes ont été une provocation

savamment préparée par la police, le service d'ordre syndical et des éléments louches infiltrés. En route vers la manif, les participants à la manif syndicale ont largement été incités à consommer, gratuitement ou non, des boissons, en particulier des bières. Pendant leur promenade de la gare du Nord à la gare du Midi, ils ont été assommés par la musique assourdissante, les haut-parleurs vociférant des slogans et les éclats des pétards. A aucun moment, ils n'ont eu l'occasion d'engager la discussion sur le pourquoi et le comment lutter et sur le quoi faire après la manif, s'ils en avaient l'intention. Dans ces conditions, il n'était pas difficile d'exploiter les frustrations exacerbées par l'alcool de certains groupes de participants, infiltrés par des provocateurs et des éléments troubles, pour les entraîner dans des bagarres avec les forces de l'ordre et les pousser à la destruction gratuite de voitures, de vitrines et de mobilier public.

Cela a permis à la bourgeoisie de déclencher une campagne intensive contre la «violence gratuite» et la «terreur publique» qu'entraîne avec elle toute lutte de classe, assimilée pour l'occasion à ces émeutes provoquées. L'idée instillée dans la presse était que toute opposition «spontanée» et «radicale» contre les mesures d'austérité ne pouvait déboucher que sur de la violence, des destructions gratuites et aveugles qui touchaient sans discernement le citoyen moyen, à l'image de ce pauvre ouvrier d'origine maghrébine qui avait vu son véhicule, indispensable pour son travail, incendié par les casseurs. Heureusement, une collecte sur les réseaux sociaux avait permis de réunir en quelques heures une somme suffisante pour lui en acheter une nouvelle! Ainsi, par la négative, la bourgeoisie veut instiller:

- que la lutte ouvrière radicale ne mène qu'à la violence, un moyen où une minorité impose sa volonté à la majorité de la population et qu'elle est dépassée («On doit bien se rendre

compte peu à peu que la lutte de classe est révolue», lettre ouverte du parlementaire Jean-Marie Dedecker à Rudy de Leeuw);

- qu'elle est de plus anti-démocratique, car elle n'a aucun respect de la volonté de la majorité de la population qui a élu ce gouvernement;

Par la même occasion était démontré une fois de plus que seule la «lutte raisonnable» et «démocratique» des syndicats représentait une alternative «civilisée».

Lutter derrière les syndicats, c'est accepter la logique capitaliste

La suite du scénario des actions syndicales n'a servi qu'à approfondir la campagne et accentuer le message que la bourgeoisie veut faire passer. La série de grèves tournantes provinciales et la journée de grève nationale ont débouché sur une grande «victoire»: les syndicats étaient conviés à la concertation sociale avec le patronat et le gouvernement qui se disait même prêt à «lâcher du lest» sur certains aspects mineurs des mesures annoncées. Après un mois de «dures négociations», un accord social était signé début février avec les syndicats chrétien et libéral, tandis que le syndicat socialiste jugeait l'accord insuffisant, en particulier sur le fétiche du «saut d'index» imposé par le gouvernement (qui en réalité est une pure question de principe puisque l'inflation est quasi nulle pour le moment). Toutefois, le syndicat attend pour voir si le gouvernement se décide à faire d'autres concessions et envisage d'autres types d'actions car «la volonté de faire grève n'est pas élevée parmi nos militants».

Ainsi la boucle est bouclée. En novembre 2014, les syndicats avaient entonné des refrains radicaux: «maintenant c'est tout ou rien: la vérité doit être mise sur la table». Cette vérité, c'est qu'ils tentent d'assimiler la résistance radicale contre l'austérité à de la violence terroriste et qu'ils présentent la soumission

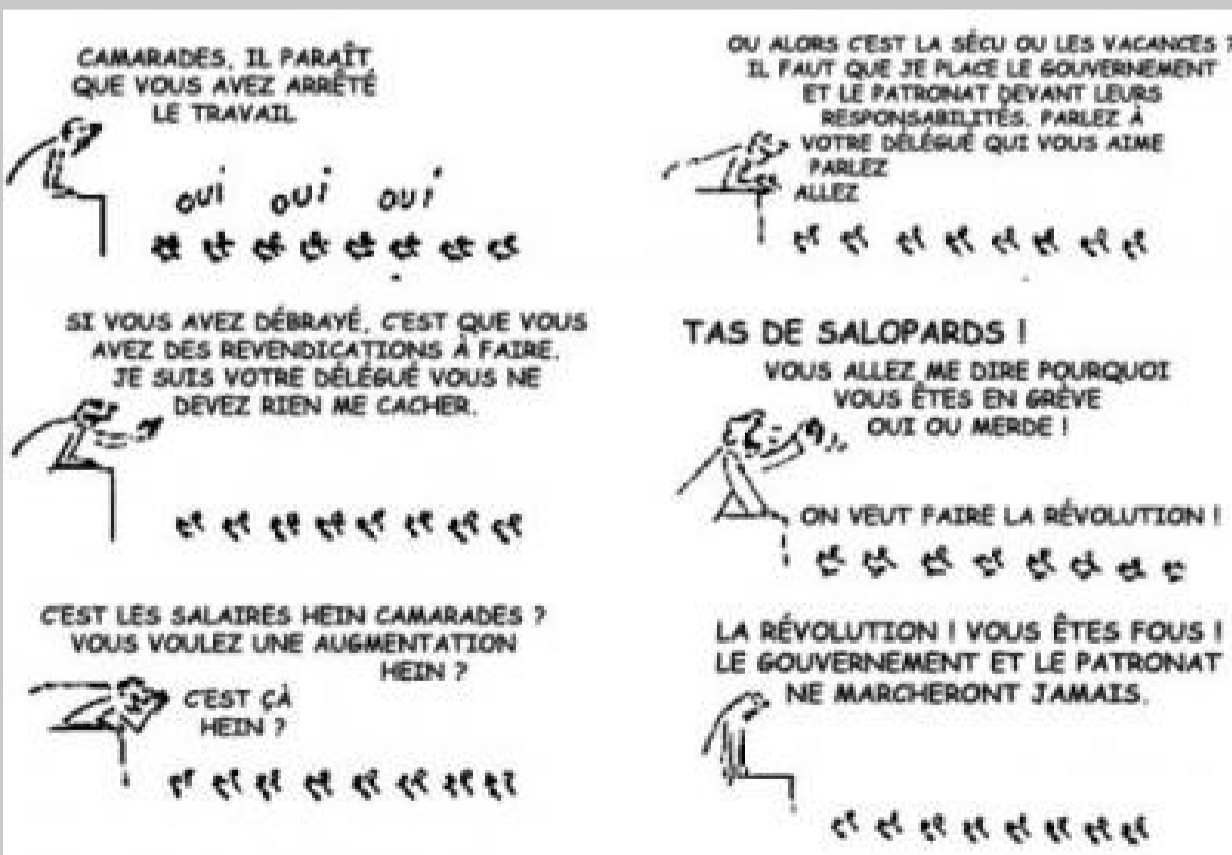
devant les impératifs de l'intérêt national de l'Etat démocratique bourgeois comme la seule alternative. Cette vérité sur les syndicats n'est pas nouvelle. Les syndicats depuis le début de la première guerre mondiale, donc depuis plus de cent ans, jouent hypocritement le jeu du système capitaliste.

Cette fois-ci encore, à travers une série de grèves fragmentées, de manifestations muettes et bien d'autres actions menant à l'impuissance (telles que les manifestations les unes à part des autres des travailleurs sociaux, des étudiants et des conducteurs de train du 11 Décembre), ils ont précipité la classe ouvrière dans l'abîme du désarroi et de la confusion. Leur seul but était d'ancrer encore plus profondément dans l'esprit des travailleurs actifs, des chômeurs et des employés, des étudiants, des jeunes et des retraités, que la lutte ne mène nulle part, que les mesures d'austérité sont inévitables et donc ne peuvent qu'être avalées. Les syndicats, sont donc de véritables loups en peau de mouton dont les actions ne visent qu'à faire accepter la logique d'un capitalisme inhumain, tombé dans la décomposition.

Comme tous les communistes de gauche le savent depuis la publication du programme de 1920 des révolutionnaires du KAPD, les syndicats «sont ainsi, à côté des fondements bourgeois, l'un des principaux piliers de l'Etat capitaliste» (Programme du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne) (KAPD) Mai 1920). Depuis 100 ans déjà, les syndicats ne sont plus du côté de la classe ouvrière. Depuis un siècle déjà, ils ne sont plus une organisation de combat des travailleurs. Si les syndicats momentanément haussent le ton, ce n'est pas pour défendre les intérêts des travailleurs, mais ceux de l'Etat, du capital et de l'économie nationale. C'est pour paralyser la résistance avant même qu'elle devienne mûre et qu'elle prenne la forme d'un véritable combat contre les causes de toute cette misère ■

Jos & Zjart/15.02.2015

ATTENTATS SANGLANTS À PARIS



Alors que des centaines de milliers de personnes descendaient spontanément dans la rue, le soir du 7 janvier, les politiciens, à commencer par François Hollande, et les médias français ont commencé leur campagne: «c'est la liberté de la presse et la démocratie qui sont visées», «il faut se mobiliser et s'unir pour défendre ces valeurs

de notre république». De plus en plus, dans les rassemblements qui ont suivi ceux du 7 janvier, on a pu entendre l'hymne national français, la «Marseillaise», dont le refrain dit: «Qu'un sang impur abreuve nos sillons!». «Unité nationale», «défense de la démocratie», voilà les messages que la classe dominante veut faire entrer dans les têtes,

c'est-à-dire les mots d'ordre qui ont justifié l'embrigadement et le massacre de dizaines de millions de prolétaires dans les deux guerres mondiales du XXe siècle. Hollande l'a d'ailleurs bien dit dans son premier discours: en envoyant l'armée en Afrique, notamment au Mali, la France a déjà engagé le combat contre le terrorisme (tout comme Bush avait expliqué que l'intervention militaire américaine en 2003 en Irak avait le même objectif). Les intérêts impérialistes de la bourgeoisie française n'ont évidemment rien à voir avec ces interventions!

Pauvres Cabu, Charb, Tignous, Wolinski! Des fanatiques islamistes les ont tués une première fois. Il fallait qu'ils soient tués une deuxième fois par tous ces représentants et «fan» de la «démocratie» bourgeoise, tous ces chefs d'Etat et de gouvernement d'un système mondial pourrisant qui est le principal responsable de la barbarie qui envahit la société humaine: le capitalisme. Des dirigeants politiques qui n'hésitent pas à employer eux-aussi la terreur, les assassinats, les

représailles contre des populations civiles quand il s'agit de défendre les intérêts de ce système et de sa classe dominante, la bourgeoisie.

La fin de la barbarie dont les tueries de Paris de janvier 2015 sont l'expression, ne pourra certainement pas venir de l'action de ceux qui sont les principaux défenseurs et garants du système économique qui engendre cette barbarie. Elle ne pourra résulter que du renversement de ce système par le prolétariat mondial, c'est-à-dire par la classe qui produit de façon associée l'essentiel des richesses de la société, et de son remplacement par une véritable communauté humaine universelle non plus basée sur le profit, la concurrence et l'exploitation de l'homme par l'homme mais basée sur l'abolition de ces vestiges de la préhistoire humaine. Une société basée sur «une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous» (6), la société communiste ■

RI/11.01.2015

(1) Depuis des années déjà, ces dessinateurs recevaient régulièrement des menaces de mort.

(2) Wolinski le soixante-huitard n'avait-il pas ensuite collaboré à «l'Huma» pendant plusieurs années? Lui-même avait d'ailleurs écrit: «Nous avons fait mai 68 pour ne pas devenir ce que nous sommes devenus».

(3) Au XIXe siècle, de petites minorités révoltées contre l'État y avaient recours, comme les populistes en Russie et comme certains anarchistes en France ou en Espagne. Ces actions violentes stériles ont toujours été utilisées par la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier pour justifier la répression et des «lois scélérates».

(4) Lire notre article sur notre site: Pearl Harbor 1941, les «Twin Towers» 2000: le machiavélisme de la bourgeoisie.

(5) L'appel à ce rassemblement «d'Union nationale» est une nème de la part des syndicats et des partis politiques (seul le Front national n'en sera pas) mais aussi de la part des médias. Même le journal sportif L'Équipe appelle à manifester!

(6) Marx, Le Manifeste communiste, 1848

(suite de la première page)

LE CAPITALISME ET SES GUERRES SÈMENT LE CHAOS

Le nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées à l'intérieur de leurs pays à travers le monde a dépassé officiellement, selon le HCR, les cinquante millions pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. A elle seule, la guerre en Syrie à la fin de l'année dernière a engendré 2,5 millions de réfugiés et 6,5 millions de déplacés. Et tous les continents sont touchés.

Loin d'affaiblir les tendances du capitalisme décadent, la décomposition a largement renforcé les velléités impérialistes et l'aspect toujours plus irrationnel de celles-ci, ouvrant des boulevards aux fractions les moins lucides de la bourgeoisie qui se nourrissent de la putréfaction de la société et du nihilisme qu'elle induit. La naissance de groupes islamistes tels Al-Qaïda, l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EIL) ou Boko Haram aujourd'hui, sont le résultat de cette dynamique de régression intellectuelle et morale, d'une inculture inouïe. Le 29 juin dernier, Daesh annonçait le rétablissement d'un "Califat" dans les territoires sous son contrôle et proclamait la mise

en place d'un successeur de Mahomet. Pendant que Boko Haram, organisation de même nature, enlevait plusieurs centaines de jeunes filles.

Ces organisations obscurantistes n'obéissent à personne et sont seulement guidées par leur folie mystique et de sordides intérêts mafieux. En Syrie et en Irak, dans les zones contrôlées par "l'Etat islamique", aucun nouvel Etat national n'est donc viable. Au contraire, la tendance est à une désagrégation des Etats syrien, libanais et irakien.

Cette effrayante barbarie insouvenable, qu'incarnent particulièrement les djihadistes, sert aujourd'hui de prétexte sécuritaire aux nouvelles croisades militaires et aux bombardements aériens occidentaux. Pour les grandes puissances impérialistes, cela permet de terroriser les populations et la classe ouvrière à peu de frais, en se présentant en pacificateurs civilisés. Mais au Proche et Moyen-Orient, l'EIL a bel et bien été armé initialement, pour partie, par les Etats-Unis et par des fractions de la bourgeoisie d'Arabie saoudite, sans compter les complicités de la Turquie et de la Syrie. Cette organisation radicale

islamique a échappé au contrôle de ses maîtres. La voilà maintenant en train d'assiéger la ville de Kobané en Syrie, à quelques kilomètres de la frontière turque, dans une région à dominante kurde. Contrairement à la première guerre du Golfe, les grandes puissances, Etats-Unis en tête, courent après ces événements subis sans aucune vision politique à terme, réagissant en fonction d'impératifs militaires immédiats. Une coalition hétéroclite de 22 Etats, ayant des intérêts propres totalement divergents les uns des autres, a pris cette décision de bombarder la petite partie de la ville tombée entre les mains de Daesh. Les Etats-Unis, chefs de file de cette pseudo-coalition se trouvent aujourd'hui incapables d'envoyer eux-mêmes des troupes au sol dans cette bataille et incapables pour le moment d'obliger la Turquie, qui craint comme la peste les Kurdes du PKK et du PYD, d'intervenir militairement à Kobané.

Tous les points chauds de la planète sont parvenus à incandescence. Partout les grandes puissances sont de plus en plus aveuglement entraînés dans cet engrenage. Au Mali, l'armée française est embourbée. Les négociations de

"paix" entre le gouvernement malien et les groupes armés sont dans l'impasse. La guerre dans la bande sub-saharienne est permanente. Au nord du Cameroun et du Nigeria, face à Boko Haram, luttes armées, guérillas et attentats se multiplient. Sur tous les continents, notamment si on prend compte de la montée en puissance de la Chine en Asie, les mêmes mœurs et les pires méthodes mafieuses se sont étendues à l'ensemble de la planète.

Des guerres impérialistes toujours plus irrationnelles

Au XIXe siècle, à l'époque où le capitalisme était florissant, les guerres pour constituer un Etat national, les guerres coloniales ou de conquêtes impérialistes avaient une certaine rationalité politique et économique. Le capitalisme trouvait par la guerre un moyen indispensable pour se développer. Il lui fallait conquérir le monde; sa puissance économique et militaire conjuguée lui ont permis d'atteindre ce résultat dans la "boue et dans le sang" (Marx).

Avec la Première Guerre mondiale, tout cela change radicalement. Les prin-

cipaux pays participant sortent généralement très affaiblis de ces quelques années de guerre totale. Aujourd'hui, dans la phase de décomposition du système, une course folle, une véritable danse macabre embarque le monde et l'humanité vers leur perte. L'autodestruction devient le trait dominant des zones en guerre.

S'il n'y a pas de solution immédiate face à cette dynamique infernale, il existe néanmoins une solution révolutionnaire pour le futur. Et c'est à celle-ci qu'il faut contribuer patiemment. Cette société est devenue obsolète. La survie du capitalisme est non seulement une entrave au développement de la civilisation mais même à sa simple survie. Il y a un siècle, c'est la révolution communiste en Russie et la poussée révolutionnaire en Allemagne, en Autriche, en Hongrie qui ont mis fin à la première boucherie impérialiste mondiale. Dans la période historique actuelle, c'est à nouveau la lutte du prolétariat international qui pourra, et elle seule, mettre un terme au pourrissement et à la déliquescence de cette société en décomposition ■

Antonin/05.11.2014

ROSA LUXEMBURG APPARTIENT À LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, PAS AUX SOCIAUX-DÉMOCRATES!

"Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions ; elles accueillent leur doctrine par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier ; ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit et on en émousse le tranchant révolutionnaire. C'est sur cette façon d'"accommoder" le marxisme que se rejoignent aujourd'hui la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier" (Lénine, L'Etat et la révolution, 1917) (1).



Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg est assassinée, avec son camarade de combat Karl Liebknecht, par des corps francs. Cette soldatesque est alors aux ordres du ministre Noske, membre du SPD (la social-démocratie allemande) qui déclare "s'il faut un chien sanglant, je serai celui-là"! Ce sont les socialistes au pouvoir, à la tête de l'Etat démocratique, qui ont orchestré la répression sanglante de l'insurrection ouvrière à Berlin et assassiné l'une des plus grandes figures du mouvement ouvrier international.

Ce meurtre odieux avait été préparé de longue date par une série de calomnies contre Rosa Luxemburg: "Rosa la rouge", "Rosa la pétroleuse", "Rosa la sanguinaire", "Rosa, l'agent du tsarisme"... de son vivant, aucune attaque mensongère contre sa personne ne lui a été épargnée, pour culminer dans les appels au pogrom de la fin 1918, début

1919, notamment lors de la "semaine sanglante" à Berlin.

Mais à peine quelques mois après son assassinat, la bourgeoisie et les opportunistes du mouvement ouvrier ont commencé à en faire une icône inoffensive, afin de la canoniser, vider sa doctrine révolutionnaire de son contenu, l'avilir et en émousser le tranchant révolutionnaire. Rosa Luxemburg ne devait surtout pas rester la militante intransigeante et exemplaire qu'elle fut; elle devait mourir une seconde fois, dénaturée en une sorte de démocrate pacifiste et féministe. Tel est le but réel, depuis des décennies, du travail de "mémoire" qui vise à "réhabiliter" (c'est-à-dire récupérer) cette grande combattante de la révolution.

Une campagne constante pour dénaturer le combat de Luxemburg et de Lénine

Dans les années 1930, par exemple en France, tout un courant s'est développé autour de Lucien Laurat, courant qui a cédé toujours plus nettement aux sirènes de la démocratie pour signifier finalement que, dès les débuts de la "révolution bolchevique", "le ver" Lénine était dans le "fruit" du projet révolutionnaire. Cette idéologie fera logiquement l'apologie de l'armée républicaine dans la guerre d'Espagne de 1936-39, saluera les hauts faits de l'embrigadement des ouvriers dans la deuxième boucherie mondiale sous couvert de lutte contre le fascisme. Elle saura soutenir le POUM en Espagne et les trotskistes dans leur "héroïsme" national de résistants! Cette propagande démocratique nauséabonde fut portée à son paroxysme plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale par des gens tels que René Lefevre, fondateur des éditions Spartacus. Celui-ci, dans un recueil de textes de Rosa Luxemburg (2) à la préface purement idéologique et au titre-montage préfabriqué, *Marxisme contre dictature* (titre qui n'a jamais été utilisé par Rosa Luxemburg!) présentait en 1946 cette combattante de la révolution comme radicalement hostile au bolchevisme, ce qui n'est rien d'autre qu'un grossier mensonge. Dans l'introduction du recueil, il écrivait même ceci: "tous les grands théoriciens marxistes de renom international: Kart Kautsky, Émile Vandervelde, Rodolphe Hilferding, Karl Renner, Georges Plekhanov – et nous en passons – dénonçaient tout autant que Rosa Luxemburg la doctrine totalitaire de Lénine comme absolument contraire aux principes du marxisme."

Staline momifia Lénine et dénatura sa pensée en un dogme terrifiant. Rosa Luxemburg, la "sanguinaire", devient ici une sorte de sainte apôtre de la démocratie! La contre-révolution

stalinienne allait rapidement générer par ses miasmes ces deux nouvelles idéologies putrides et complémentaires: l'appât "luxemburgisme" d'un côté et le repousoir "marxisme-léninisme" de l'autre. Il s'agit en réalité des deux faces de la même médaille, où plutôt les deux mâchoires d'un même piège: rejeter les bolcheviks "aux couteaux entre les dents" et glorifier la figure offerte de Rosa "pacifiste" comme on admire ces lions "sauvages" hollywoodiens, mutilés, sans crocs ni griffes.

En 1974, dans l'Allemagne du camp démocratique (la RFA), des timbres poste ont même été imprimés à l'effigie de Rosa Luxemburg!

Une nouvelle campagne contre le prolétariat et ses organisations révolutionnaires

Après l'effondrement du bloc de l'Est et la disparition de l'URSS, cette vaste campagne idéologique a été exhumée et s'est amplifiée pour alimenter la prétendue "mort du communisme", décrétée avec zèle au moment de la chute du mur de Berlin. L'idéologie officielle poursuit ici le plus grand mensonge de l'Histoire assimilant frauduleusement le communisme au stalinisme. Il s'agit là d'une arme idéologique particulièrement efficace aux mains de la classe dominante. Car si depuis 1990 le prolétariat a tant de difficultés à se reconnaître comme force sociale, à développer sa conscience et son organisation, c'est justement parce qu'il est coupé de son passé, qu'il a perdu son identité, qu'il ne sait plus d'où il vient, qui il est et où il peut aller. Si le communisme c'est le stalinisme, cette horreur qui a fait finalement faillite, pourquoi en effet se battre? Pourquoi étudier l'histoire du mouvement ouvrier alors que celui-ci aurait mené à la catastrophe stalinienne? C'est cette logique et ce poison que la bourgeoisie fait rentrer dans les crânes! Et la présentation de Rosa comme "pacifiste, républicaine et ennemie de Lénine", ce pro-"dictateur du prolétariat", ce "père spirituel de Staline", est l'un des chapitres noirs de cette ignoble propagande. Ceux qui participent à celle-ci, de manière consciente ou non, luttent contre la classe ouvrière!

Aujourd'hui les blogs, les forums (comme par exemple Libcom en Grande-Bretagne où des propos visqueux ont été tenus concernant Rosa Luxemburg), dans les librairies et les kiosques, un peu partout en Europe et dans le monde, une nouvelle campagne nauséabonde refait surface pour de nouveau dénaturer l'image de la militante Rosa Luxemburg. C'est ainsi que, dans des émissions de télévision, Rosa Luxemburg est encore apparue récemment sous les seuls traits d'une "femme" et d'une "pacifiste". Le très reconnu et

estimé journal *Le Monde* a publié un article en septembre 2013, réalisé par un certain Jean-Marc Daniel, professeur de l'ESCP Europe, au titre très évocateur: "Rosa Luxemburg, marxiste pacifiste". Cette association des mots "marxiste" et "pacifiste" peut laisser pantois: le "vrai marxiste" est pour la classe dominante celui qui abdique devant la guerre de classe, qui renonce à l'insurrection et au renversement du capitalisme!

De nombreux livres sont publiés actuellement, jusque dans la littérature pour enfants, où Rosa Luxemburg est de nouveau présentée comme l'adversaire acharnée des bolcheviks et du "dictateur" Lénine. Des conférences et des débats sont également organisés un peu partout, comme ce fut le cas à Paris dernièrement sous la houlette des historiens démocrates "luxemburgistes" du groupe "Critique sociale" (voire notre site web à ce propos). Même avec les arts, le prix MAIF 2014 de la sculpture a récompensé Nicolas Milhé pour son projet "Rosa Luxemburg"! Une véritable ovation pour Rosa... à condition de l'opposer à ses camarades de combat, aux bolcheviks, à la Révolution russe et à la révolution tout court. La récupération de Rosa Luxemburg pour en faire une "icône inoffensive" est une vaste entreprise d'intoxication idéologique. Elle vise à inoculer l'idée que le prolétariat doit se battre pour... construire non pas la société communiste mondiale mais une société "plus démocratique" en s'inspirant de l'œuvre méconnue de Rosa Luxemburg présentée de façon mensongère comme une ennemie des bolcheviks. Après l'odieuse propagande du *Livre noir du communisme*, c'est désormais en partie ce discours qui est enseigné très sérieusement et officiellement dans les programmes scolaires(3).

Aujourd'hui, l'enjeu pour la bourgeoisie est bien de convaincre les éléments les plus critiques et les récalcitrants qu'il n'existe pas d'autre avenir que la défense de la démocratie bourgeoise. Mais derrière cette dénaturation, il y a aussi dans la campagne de récupération de Rosa Luxemburg par les "démocrates" de tous bords, un autre objectif poursuivi – et inavoué! – : celui de discréditer – en les "diabolisant" une fois de plus – les réelles positions des organisations révolutionnaires ■

Olga/07.11.2014

(1) Ce passage magistral de Lénine est aussi valable pour le sort qu'a réservé la bourgeoisie à Jean Jaurès. Lire notre article page 8.

(2) "Problèmes de l'organisation socialiste" (1904), "Masses et chefs" (ou "Espoirs déçus" - 1903), "Liberté de la critique et de la science" (1899).

(3) Voir sur notre site Internet l'article "La falsification de l'histoire dans les programmes scolaires".

Comment la classe ouvrière a mis fin à la Première Guerre mondiale

Contributions et témoignages

La librairie *Gondolkodó Autonom Antikvárium* a invité le CCI à tenir une discussion publique en septembre 2014 à Budapest, comme nous l'avons déjà fait les années précédentes (1). Le CCI a suggéré, pour cette année, de passer le film disponible sur notre site web: *"Comment la classe ouvrière a mis fin à la Première Guerre mondiale"*.

Il y a 100 ans, la classe ouvrière – trahie par ses organisations, les syndicats et les partis socialistes – fut incapable d'empêcher l'éclatement d'une des guerres les plus terribles de l'histoire. Aujourd'hui, la commémoration de la Première Guerre mondiale est une occasion supplémentaire de propagande nationaliste dans ses versions libérales-démocratiques et très patriotiques, voire populistes. Ce qu'on laisse de côté dans la plupart des expositions, documentaires et articles sur la Première Guerre mondiale, c'est la réalité sur la fin de la guerre et sur les causes de l'armistice. Comme l'illustre le film, la première vague révolutionnaire du prolétariat mondial est un exemple de "secret à la vue de tous". Le matériel pour le film provient de sources largement disponibles sur Internet; beaucoup de photos viennent de *Wikipedia* et la vidéo originale de *Youtube*. Le fait qu'il y ait eu des grèves, des mutineries et des soulèvements à la fin de la Première Guerre mondiale n'est pas vraiment un secret. Le tourbillon révolutionnaire qui a conduit à l'effondrement de l'empire des Habsbourg et à ce que l'Allemagne se retire de la guerre a entièrement été traité par les historiens bourgeois. Le lien entre ces événements et la Révolution russe est aussi bien connu. Malgré cela, le simple fait qu'il y ait eu une vague mondiale de luttes ouvrières, comme le dit le film, "du Canada à l'Argentine, de la Finlande à l'Australie, de l'Espagne au Japon", et que ces luttes aient été d'une manière ou d'une autre, consciemment ou inconsciemment, inspirées par la prise du pouvoir politique par les ouvriers russes en octobre 1917; ce simple fait est encore un secret, un fait que la bourgeoisie mondiale fait toujours très attention de dissimuler. Pourquoi? Parce que, comme le dit également le film, pendant quelques brèves années, ces luttes ont ébranlé le monde capitaliste jusque dans ses fondations. La bourgeoisie d'aujourd'hui, malgré toutes les difficultés du prolétariat, le manque apparent de luttes, l'avancée de la crise et de la décomposition, a toujours peur de ce que peut inspirer l'exemple de la première vague révolutionnaire.

Après avoir montré le film, nous avons proposé que la discussion ne porte pas que sur les événements historiques mais aussi sur les guerres dans la phase actuelle de l'ordre mondial capitaliste et sur le rôle de la classe ouvrière aujourd'hui. Les thèmes proposés pour le débat qui suivait étaient: nationalisme/internationalisme; Est-ce qu'une nouvelle guerre mondiale est à l'ordre du jour? Sommes-nous face à un futur avec moins de guerres? Quelles sortes de guerres sont menées aujourd'hui? Quelles ont été les faiblesses de la

première vague révolutionnaire de 1917-23? Quelles sont les difficultés pour la classe ouvrière et ses militants révolutionnaires aujourd'hui?

Le débat a été, comme toujours à Budapest, très vivant et très imprégné du sérieux de l'audience. Ce n'est pas évident d'assister à une discussion publique sur les perspectives de société sans classe dans un pays dont les habitants ont subi pendant 40 ans un soi-disant socialisme (1949-1989) et dont le gouvernement actuel s'est, et cela depuis longtemps, ouvertement fondé sur le chauvinisme hongrois. S'intéresser à une telle réunion dans ces circonstances politiques générales demande d'avoir une attitude "à contre-courant". La situation économique en Hongrie est pire que dans la plupart des pays antérieurement "socialistes" en Europe de l'Est (Pologne, Pays baltes membres de l'UE, République tchèque, Slovaquie) et la combativité de la classe ouvrière n'est pas plus visible que dans les autres pays. L'assistance était donc plutôt politisée, "éduquée" politiquement et culturellement, au courant de l'histoire du mouvement ouvrier et en recherche de clarification dans un débat ouvert – d'un point de vue prolétarien.

Les questions sur la vague révolutionnaire

Les questions posées dans la discussion ont d'abord porté sur les faits historiques et l'évaluation politique des événements: sur le soulèvement de Shanghai en 1927, le conseil ouvrier de Limerick en Irlande en 1920, la République slovaque des Conseils en mai/juin 1919.

- Le film dit: "en 1927, plus d'un million d'ouvriers de Shanghai ont déclenché une insurrection armée et ont pris le contrôle de la ville. L'insurrection est de nouveau brutalement écrasée par les nationalistes dans un bain de sang". Un participant voulait en savoir plus sur ces événements. La réponse donnée par le CCI a souligné le caractère de classe authentique de l'insurrection, isolée, mais héroïque, à Shanghai en mars 1927. Ces luttes, qui étaient encore une expression de la vague montante, un "dernier souffle de la révolution mondiale" comme nous le disons dans un article (2), se sont déroulées au sein de la vaste étendue de la Chine dont la classe ouvrière passait par une phase de fermentation révolutionnaire. La politique de la faction dominante de Staline en Russie vis-à-vis du Parti Communiste chinois consistait en l'établissement d'un front "anti-impérialiste" avec le Kuomintang (3) bourgeois luttant pour la "libération nationale" de la Chine. Sous la pression des staliniens, le PCC a ordonné aux ouvriers de donner leurs armes au Kuomintang qui, par la suite, a assassiné les ouvriers avec ces armes. Le Kuomintang a donc brutalement mis fin à l'émeute ouvrière de Shanghai, après que le PCC a dit aux ouvriers de faire confiance à l'armée nationale du leader du Kuomintang, Chang-Kai-Chek. Ce qui suivit, et que les maoïstes appellent la préparation de la "révolution" de 1949, n'a en fait été qu'une longue

guerre entre différentes armées bourgeoises, qui ont conduit à la prise du pouvoir par Mao et le PCC en uniformes militaires.

- Un camarade dans l'assistance a posé la question de pourquoi il n'y a rien dans le film sur le soviet de Limerick de l'été 1920. En fait, un film de 23 minutes sur toute la dimension internationale de la vague révolutionnaire ne pouvait être complet, il y a nécessairement beaucoup de luttes qui n'ont pu être citées et beaucoup de questions vitales qui n'ont pu être abordées – un film n'est ni un article ni un livre. Mais il vaudrait certainement le coup de tirer les leçons de l'exemple irlandais d'une lutte ouvrière auto-organisée – et du rôle du nationalisme (IRA, Sinn Fein) dans l'écrasement de ce mouvement (4).
- On peut dire la même chose à propos du soutien apporté à la république slovaque des conseils en juin 1919 par l'armée rouge hongroise. Ces événements sont bien enregistrés dans les mémoires des gens politisés en Europe centrale de l'Est, mais pas traités en profondeur dans le film. La délégation du CCI ne pouvait faire référence aux événements concrets en Slovaquie en 1919 du fait d'un manque profond de connaissance des faits historiques mais sur l'aspect militaire de la question, elle a insisté sur ce principe: les moyens militaires ne peuvent remplacer la conscience et l'activité propre de la classe ouvrière, comme l'a montré l'échec en 1920 de l'offensive de l'Armée Rouge (russe) en Pologne.

La social-démocratie avant 1914.

Une discussion plus longue a tourné autour de la nature de la social-démocratie avant 1914 et pendant la Première Guerre mondiale. Un camarade a résumé une critique faite par plusieurs participants à la position du CCI (présente aussi dans le film) sur la "trahison de la social-démocratie". Le CCI défend la position selon laquelle la plupart des partis membres de la deuxième Internationale ont trahi la classe parce que ces partis ouvriers du XIXe siècle ont déclaré à plusieurs reprises avant 1914 leur attachement au principe de l'internationalisme (défendre la classe et pas l'Etat national). Cependant, la plupart des leaders de la majorité de ces partis ont trahi ce principe en soutenant ouvertement leur bourgeoisie nationale les premiers jours d'août 1914 quand les crédits de guerre ont été votés au parlement et que le désastre a commencé. Contre cette vision des choses, le camarade qui défendait une position divergente, disait que la notion de trahison n'avait pas de sens, parce que la "social-démocratie n'a jamais été pour la révolution". Selon ce raisonnement, les partis de la IIème Internationale étaient des partis ouvriers, mais pas des partis révolutionnaires parce que la classe ouvrière dans cette période d'avant-guerre n'était pas révolutionnaire; les partis sociaux-démocrates étaient une expression de la faiblesse de la classe à cette époque, et celle-ci n'était pas qu'une victime de la trahison mais y avait pris part. Un autre camarade

s'est référé, dans la même discussion, à l'enthousiasme pour la guerre au début de la Première Guerre mondiale et au fait que le SPD (en Allemagne) était déjà lié à l'Etat capitaliste par sa fraction parlementaire importante.

Il y a des aspects différents dans cette discussion. Le CCI défend le cadre général de l'ascendance et de la décadence du capitalisme et de tâches différentes pour les révolutionnaires dans les différentes périodes. Les partis sociaux-démocrates de la période ascendante, qui finit avec la Première Guerre mondiale, luttèrent pour des réformes au sein du capitalisme ET pour la révolution, comme Rosa Luxembourg l'a souligné en 1989 dans sa polémique "Réforme sociale ou Révolution?" contre un camarade du parti, Edouard Bernstein. Les partis ouvriers de cette période comprenaient donc différents courants, depuis les ouvertement réformistes et étatistes jusqu'aux courants révolutionnaires comme ceux autour de Luxembourg, Lénine, Pannekoek, Bordiga, etc. En 1914, les dirigeants de la plupart des partis sociaux-démocrates étaient effectivement du côté de la bourgeoisie nationale – et ont ensuite trahi en théorie et en pratique les principes internationalistes des congrès de Bâle et de Stuttgart de la IIe Internationale. Pendant la guerre, les fractions révolutionnaires ont préparé la formation de la IIIe Internationale puisque la seconde s'était effondrée dès le début de la guerre mondiale à cause de la trahison de la plupart de ses partis membres.

Un autre aspect de cette discussion est la question: dans quelle mesure nous considérons-nous nous-mêmes comme faisant partie de la tradition révolutionnaire de la période précédente? Dans quelle mesure partageons nous un héritage commun de principes et de méthode, de concepts communs?

Les camarades dans l'assistance qui ne partageaient pas le cadre historique de l'ascendance et de la décadence du capitalisme ont insisté sur le manque de "programme communiste" dans la social-démocratie, disant que même sans la trahison de ses dirigeants, elle aurait été liée au réformisme et à l'Etat capitaliste bourgeois. Mais malgré ce cadre historique différent, il y avait une préoccupation générale dans la discussion de voir la classe ouvrière et son avant-garde révolutionnaire dans leurs rapports mutuels: les faiblesses de la classe en ce qui concerne son auto-organisation, mais aussi les faiblesses théoriques des communistes et des anarchistes internationalistes de cette période.

Un jeune participant, qui se référait à la situation en Hongrie en 1919, a dit que la prise du pouvoir au nom de la classe ouvrière avait été accomplie par les dirigeants sociaux-démocrates et du Parti communiste et pas du fait de l'activité spontanée du prolétariat auto-organisé. Un autre participant à la réunion a souligné le fait que le parti communiste créé en Hongrie à l'automne 1918, était composé de courants très différents (marxistes, syndicalistes, prisonniers de guerre revenant de la Russie révolutionnaire et d'autres) et que son programme était éclectique.

Les guerres d'aujourd'hui et les mouvements de classe

Dans la dernière partie de la discussion, des questions ont été soulevées sur les événements actuels. La plupart des participants au débat semblaient être d'accord pour estimer que le danger de guerre allait croissant aujourd'hui. La spirale de bains de sang qui enfle en Syrie, Irak, et Ukraine est trop évidente. Un participant a dit que la violence et la guerre renforcent leur emprise de la périphérie vers le centre du pouvoir capitaliste. S'il y avait une divergence dans cette partie de la discussion, c'était probablement sur la question de l'irrationalité croissante des guerres de la décomposition d'aujourd'hui, par exemple dans les zones revendiquées par l'Etat Islamique (EI), d'autres participants ont répondu que même ces guerres profitent à certains capitalistes et même au capitalisme dans son ensemble. Mais là, nous parlons de deux différentes sortes de rationalités: d'un côté, la rationalité du profit pour certains capitalistes particuliers, de l'autre, la rationalité d'une espèce qui a besoin de devenir pleinement humaine.

La dernière question soulevée dans la discussion était: pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas rejoint le mouvement Occupy? Notre réponse a été que même si beaucoup de gens qui se rassemblaient sous cette bannière, en 2011/2013, appartenaient à la classe ouvrière, le mouvement dans son ensemble ne pensait pas à étendre sa lutte à la classe ouvrière, sauf dans quelques cas limités en Espagne et en Californie. La plupart des manifestants Occupy ne se concevaient pas eux-mêmes comme des prolétaires, bien qu'ils l'aient souvent été. La difficulté de la classe à développer une identité de classe avait déjà été un thème de la discussion à Budapest en 2010. C'est une partie de la conscience au sein de la classe qui doit mûrir. Sans cette conscience de lui-même du sujet révolutionnaire, le saut vers une société nouvelle et réellement humaine ne sera pas possible.

Il est intéressant – de toute façon – que dans les discussions à Budapest, une question que nous entendons souvent en Europe de l'Ouest, c'est-à-dire la question de l'existence d'une classe ouvrière, ne soit jamais posée. Là, la nécessité d'une réponse de classe n'est jamais mise en question. Il semble qu'il y ait un concept commun de ce qu'est la classe ouvrière, de ses caractéristiques et de ses responsabilités.

Nous voulons encore remercier la librairie *Gondolkodó Autonom Antikvárium* pour l'invitation à mener une discussion publique et l'assistance pour le débat qui ne peuvent que renforcer mutuellement nos forces et nos capacités ■

CCI/09. 2014

(1) Voir, par exemple, notre article de novembre 2010: *Réunion publique à Budapest: crise économique mondiale et perspective de la lutte de classe*. [<http://fr.internationalism.org/icconline/2010/12/reunion-publique-hongrie>]

(2) *Chine 1927: Dernier souffle de la révolution mondiale*. [<http://en.internationalism.org/icconline/2007/china-march-1927>]

(3) Parti nationaliste chinois

(4) *Le républicanisme irlandais: une arme du capital contre la classe ouvrière*. [http://en.internationalism.org/wr/231_ira.htm]

(suite de la page 8)

EBOLA: LE CAPITALISME EN DÉCOMPOSITION RÉPAND DE NOUVELLES ÉPIDÉMIES

Les conditions de la décomposition en Afrique

C'est en Afrique que la descente dans la barbarie militariste est le plus clairement prononcée. Au travers des conflits continuels, de la fragmentation des Etats capitalistes, de l'instabilité des frontières, du rôle des clans et des seigneurs de guerre, il est possible de voir les conflits meurtriers et le chaos se répandre sur le continent et cela nous donne une idée de ce que le capitalisme en décomposition réserve dans l'avenir à l'humanité (5).

Ces dernières années, sur les trois pays les plus touchés par Ebola (Liberia, Sierra Leone, Guinée), deux ont été ravagés par la guerre civile et des massacres ethniques. Entre 1989 et 2003, les infrastructures du Liberia ont été dévastées par deux guerres civiles. Le Sierra Leone a été la proie d'une guerre civile de onze ans.

De plus, les programmes d'exploitation, par des entreprises étrangères qui extraient le pétrole, le gaz ou du minerai sans la moindre précaution pour trouver de nouvelles ressources économiques, ont conduit à une déforestation massive et à la destruction de l'habitat local et des infrastructures naturelles. La rupture de la cohésion sociale a gravement touché les moyens de subsistance de la population rurale. Les peuples autochtones ont été obligés de quitter leur terre pour aller s'agglutiner dans des bidonvilles urbains.

Parmi ces trois pays, le Liberia est le moins développé économiquement et l'un des plus pauvres du monde. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), 1,3 million de personnes au Liberia

vivent dans une extrême pauvreté. Au Sierra Leone, 70% de la population vivent dans le dénuement. La moitié de la population des trois pays subit une misère extrême, manquant de l'hygiène la plus élémentaire telle que l'accès à l'eau potable.

La déforestation inexorable a également conduit à un changement radical dans les conditions climatiques des pays de l'Afrique de l'Ouest et centrale. L'augmentation des précipitations exceptionnelles est à craindre dans l'avenir. Des changements soudains avec le passage d'une atmosphère sèche à une atmosphère humide favorisent l'éclosion du virus Ebola. L'effet combiné de l'exploitation par des compagnies étrangères, le changement radical des phénomènes climatiques et la crise économique mondiale ont créé les conditions pour la présente catastrophe sanitaire.

L'impact dévastateur d'Ebola

Le déclenchement de la fièvre Ebola au cours de cette année n'était pas le premier. Il y a eu des épidémies répétées à peu près tous les ans depuis sa découverte en 1976 au centre de l'Afrique. Ebola est principalement une maladie rurale, où la nourriture issue de la chasse collective est consommée en commun; les gens sont exposés à des animaux infectés et le manque d'eau potable favorise la propagation de l'infection. Les conditions d'isolement qui existent dans les zones rurales limitent le nombre de personnes infectées, tuant quelques centaines de personnes.

Cette année, le virus Ebola se propage pour la première fois vers des zones fortement peuplées de la côte ouest-africaine. Dans ces régions, non

seulement les conditions sanitaires, mais aussi la situation des soins de santé sont désastreux, ce qui entraîne une augmentation de la vulnérabilité des communautés alentour au virus.

Le virus a complètement débordé les capacités des systèmes locaux de santé, qui passent leur temps à courir après lui pour le contrôler. Après la mort de 60 travailleurs de la santé par l'épidémie d'Ebola, un certain vent de panique a soufflé. Comme le dit Joseph Fair (6): "beaucoup ont abandonné le navire". Après que la maladie eut tué près de mille personnes et en ait infecté près de deux mille, l'OMS a déclaré, le 8 août 2014: "l'épidémie d'Ebola est une urgence de santé publique internationale." Le système de santé publique à Monrovia est en voie d'effondrement total. Les unités de soins les plus élémentaires, incluant les médicaments contre la malaria pour les enfants et les soins aux femmes enceintes, ont été fermées. Le 19 août, le quartier de West Point a été mis en quarantaine, piégeant environ 75.000 personnes, transformant le quartier en un immense cimetière. Ils peuvent mourir, du moment qu'ils meurent entre eux! La quarantaine, qui a causé la mort de centaines de personnes, pas seulement à cause d'Ebola, mais aussi par la malaria (qui touche les enfants) et à cause du manque de nourriture et d'eau potable, a été levée après dix jours. Les gens sont partis en masse, sans demander leur reste.

Le cynisme de la bourgeoisie mondiale

Jusqu'à présent, il n'y a eu que peu d'aide de la part des pays développés. Outre la mobilisation de quelques

centaines de médecins et d'infirmières bénévoles dévouées, la plus grande partie de l'aide a consisté en dons de matériel, d'équipements pour le personnel de santé. La contribution des Etats-Unis, pour les neuf derniers mois, se chiffre par exemple à peine à 100 millions. Cela contraste terriblement avec les milliards mis à disposition par les puissances impérialistes et leurs alliés parmi les monarchies du Golfe, pour la nouvelle guerre en Syrie et en Irak, sans parler des centaines de milliards gaspillés dans les guerres en Libye, en Irak et en Afghanistan. Malgré tout, Obama a décrété que l'épidémie d'Ebola constituait "une priorité pour la sécurité nationale", car elle pourrait déclencher la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest, ce qui entraînerait "de graves conséquences sur l'économie, la politique et la sécurité." Et avec cela, il s'est contenté d'envoyer... trois mille soldats!

L'IRC (International Rescue Committee), constate que, sur les 1.500 nouveaux médicaments mis à disposition entre 1974 et 2004, seulement dix concernent les maladies tropicales. Pour ce qui concerne le virus Ebola, pratiquement aucune recherche n'a été effectuée depuis 1976. Les maladies tropicales vont donc continuer à affecter plus d'un milliard de personnes dans le monde et à tuer jusqu'à 500.000 personnes par an. John Ashton, de la Faculté de Santé publique de Londres, a ainsi caractérisé la situation: "une banqueroute morale du capitalisme agissant en l'absence d'un cadre éthique et social." Le journal *New Yorker* a déclaré sans ambages: "les maladies qui touchent principalement les populations pauvres des pays pauvres ne sont pas une priorité pour la recherche, car ces marchés ne

sont pas solvables."

Par contre, comme toujours, les Etats les plus "anti-racistes" sont tout-à-fait prêts à utiliser la peur des voyageurs africains, à attiser les sentiments xénophobes parmi la population européenne. Les fractions dominantes de la classe dirigeante utilisent à leur profit le climat de peur et de panique:

- pour inciter les gens à oublier les plus grandes menaces auxquelles nous faisons face aujourd'hui, telles que la guerre ou les catastrophes nucléaires;
- pour encourager la population des pays centraux à rechercher la protection de l'Etat bourgeois;
- pour bloquer par tous les moyens possibles l'arrivée de gens venant d'Afrique à la recherche d'un refuge dans les pays centraux.

L'épidémie d'Ebola est le produit d'une aggravation des contradictions du capitalisme qui, depuis un siècle, "a apporté seulement plus de misère et de destruction sous toutes leurs formes. Face à la décomposition avancée de son système, la classe dominante n'a rien d'autre à offrir que des mensonges idéologiques et la répression"(7) ■

Zyart/05.11. 2014

(1) Préface de *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*.

(2) *Idem*.

(3) Selon les données officielles disponibles sur la Toile.

(4) SRAS: "le symptôme de la décomposition de la société", *World Revolution*, mai 2003.

(5) "La propagation de la guerre montre l'impasse où se trouve le capitalisme", *World Revolution*, mai 2013.

(6) Virologue américain, travaillant avec l'Institut Mérieux, attaché au ministère de la Santé du Sierra Leone depuis 10 ans

(7) SRAS: "c'est le capitalisme qui est responsable de l'épidémie", *World Revolution*, mai 2003.



A lire sur notre site Internet :

fr.internationalism.org



- ICConline - septembre 2014
- La falsification de l'histoire dans les programmes scolaires
- Manifestations "pro-Gaza": la bourgeoisie canalise l'indignation ouvrière vers l'impasse du nationalisme
- ICConline - octobre 2014
- 150e anniversaire de l'AIT: un combat plus que jamais actuel!
- Compte rendu de lecture: Paul Frölich, Impérialisme, guerre et lutte de classes en Allemagne (1914-1918)
- Une dénonciation des dégâts du capitalisme sur la santé des travailleurs (courrier de lecteurs)
- ICConline - novembre 2014
- Conflit des pilotes à Air France: direction, gouvernement et syndicats, tous complices pour dénaturer la lutte!
- ICConline - décembre 2014
- L'internationalisme prolétarien, seul antidote au poison nationaliste (courrier de lecteur)
- Massacre d'étudiants au Mexique: le vrai visage du capitalisme pourrissant
- ICConline - janvier 2015
- Conférence-débat à Marseille sur la Gauche communiste: le Docteur Bourrinet, un faussaire qui se prétend historien
- Résolution sur la situation sociale en France (XXIe Congrès de RI)
- ICConline - février 2015
- 1905 : la révolution éclatait en Russie
- Attentats à Paris: à qui profite le crime ?
- Le GIGC répand ses immondices sur la section du CCI au Mexique
- Les anarchistes et la guerre impérialiste

- 1905 - Quand la révolution éclatait en Russie...

A l'occasion de son centenaire, nous avons publié dans notre presse une série d'articles sur la Révolution de 1905 en Russie. Nous notions que

"ce mouvement est aujourd'hui quasiment tombé dans l'oubli". Ceci reste tout à fait vrai. Si nous republions ces textes aujourd'hui sur notre site web, c'est donc en premier lieu pour exhumer cette mémoire vivante. Ceci doit permettre de réaffirmer la force historique et la créativité du prolé-

riat dans un contexte où le manque de perspective pour la grande masse des ouvriers tend à réduire la pensée aux contingences immédiates. Il s'agit donc pour nous de mettre à nouveau en exergue ces leçons essentielles qui restent plus que jamais vitales pour le futur du prolétariat...

Ukraine, une escalade guerrière typique de la période de décomposition

"(...) Au début de la Première Guerre mondiale, bien que de rares mouvements anti-guerre existaient déjà, il fallut plusieurs années de destructions et de carnages, jusqu'en 1917, pour qu'un changement qualitatif se produise dans la classe ouvrière, un changement qui a contraint la classe dominante à stopper la guerre. Les conditions sont très différentes aujourd'hui en Ukraine, en cela que la guerre n'entraîne pas de mobilisation de masse et que le rôle des grandes puissances est plus indirect et masqué. Le danger d'un enlèvement dans une sorte de banalisation quotidienne des affront-

tements existe, une guerre qui gronde et qui s'enlise, typique des zones les plus caricaturalement touchées par la décomposition.

Cette situation est tout aussi dangereuse pour la classe ouvrière. Dans cette zone stratégique-clé entre l'Europe et l'Asie, avec la participation directe des forces russes et de l'OTAN, même si ces derniers ne sont pas réellement unies, l'enfoncement dans la décomposition s'illustre parfaitement.

Cela va probablement démoraliser la classe ouvrière des pays centraux, tout comme la répression du "Printemps arabe", avec la complicité notoire des grandes puissances, fut un facteur de démoralisation et ouvrit un boulevard à la "gauche" nationaliste (voir les exemples de la Grèce et

de l'Espagne). Ce facteur de démoralisation pourrait faciliter l'ouverture d'une guerre plus large. (...)

Mais nous devons aussi garder à l'esprit qu'un très petit nombre de véritables révolutionnaires, internationalistes, a su défendre la cause de la classe ouvrière avant et pendant la Première Guerre mondiale, au moment où un grand nombre d'ouvriers étaient mobilisés pour s'entretuer.

Aujourd'hui encore, nous devons débattre, nous rassembler, dénoncer la guerre et mettre en évidence la responsabilité des ouvriers de l'Ouest, maintenir nos analyses dans l'esprit de Zimmerwald et de Kienthal et nous dresser comme un phare face à la décomposition capitaliste et contre la guerre impérialiste."

Séries d'articles qui nous semblent importants pour le combat de la classe ouvrière, la compréhension de sa propre histoire, et pour sa réflexion sur l'avenir:

- Qu'est-ce que le communisme?
- [La perspective du communisme](#)
- [Le communisme : à l'ordre du jour de l'histoire](#)
- [Le communisme : une nécessité matérielle](#)
- Décadence du capitalisme
- [Comprendre la décadence du capitalisme Polémique dans le milieu politique : sur la décadence](#)
- Vive la révolution!
- [Révolution Allemande](#)
- [Russie 1905](#)
- [Russie 1917](#)
- Anarchisme et syndicalisme
- [Espagne 1936](#)
- [Gauche communiste et anarchisme internationaliste](#)

Depuis plusieurs années, certains individus ou groupes anarchistes et le CCI ont fait tomber quelques barrières en discutant de façon ouverte et fraternelle. L'indifférence ou le rejet réciproque de l'anarchisme et du marxisme a fait place à une volonté de comprendre les positions de l'autre, de cerner les points de convergence et de divergence.

Belgique	Abonnem. de soutien	Europe	Air Mai Monde
6	15	10	15
INTERNATIONALISME (4 N°)			
REVUE INTERNATIONALE (3 N°)			
13.5	25	13.5	15

Tous les prix en euros

Abonnement-diffuseurà partir du 2^{ème} Internationalisme : 0,90 EUR par numéro supplémentaire
à partir de la 2^{ème} Revue Internationale : 2,0 EUR par numéro supplémentaire.**Envoi sous pli fermé**
+ 8,5**Anciens numéros : 0,50**

Egalement disponible en format PDF par e-mail (=prix abon. Belgique)

Contactez directement la section en question
Pour la presse territoriale d'autres sections du CCI
Abonnements par versement au compte BE44 0003 3519 7745
d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers**LIBRAIRIES QUI VENDENT LA PRESSE****Anvers**

- "Groene Waterman" Wolstraat 7
- "Dierckxsens" Melmarkt

Bruxelles

- "Aden" avenue Bréart 44
- "Aurora" J.Voldersstraat

Gand

- "De Brug" Phoenixstraat 1

- "De Brug" Rijkhovelaan 1

- "International Press Store" Rooigemlaan 501

- "WALRY" Zwijnaardsesteenweg 6

Liège

- "Varia" rue des Mineurs 8

- "Entre-Temps" rue Pierreuse 19

- "Livre aux Tresors"

- Place Xavier-Neujean 27A

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Souscrire à la presse du CCI, c'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques. Vos contributions sont les bienvenues au compte de BE44 0003 3519 7745 au nom d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem/Anvers, ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Intervention cercle de discussion Spartacus à Anv. (11.03.2014)	1,00
Vente militante université à Liège. (04.2014)	0,25
G à A (03.10.14)	10,00
G à A (01.11.14)	10,00
Vente militante manifestation syndicale à Bruxelles(11.14)	3,20
Réunion publique à Anv.(08.11.14)	45,00
G à A (02.12.14)	10,00
G à A.(02.01.15)	10,00
Réunion publique à Anv.(10.01.15)	40,00
G à A.(01.02.15)	10,00
G à A.(01.03.15)	10,00
TOTAL Septembre 2014- Février 2015	149,45

**Éditorial****100 ans après la Première Guerre mondiale, la lutte pour les principes prolétariens demeure pleinement d'actualité****Première Guerre mondiale****Comment s'est produite la faillite de la Deuxième internationale****Conférence internationale extraordinaire du CCI****La "nouvelle" de notre disparition est grandement exagérée !****La guerre d'Espagne met en évidence les lacunes fatales de l'anarchisme**
(Des voix dissidentes au sein du mouvement anarchiste)**Contribution à une histoire du mouvement ouvrier en Afrique du Sud****De la naissance du capitalisme à la veille de la Seconde Guerre mondiale****154**
3 Euro

Consulte notre site-web pour plus d'info ou contacte-nous par mail

RÉUNIONS PUBLIQUES**Une prochaine réunion publique est prévue au printemps****Elles ont toujours lieu un samedi de 14h00 à 18h00**

Veuillez nous contacter. pour le lieu exact, ou consulter notre site-web pour plus d'info

Ou par e-mail: belgium@internationalism.org ;

Ou par lettre: BP 94, 2600 Berchem

Les attentats de Paris: un pas de plus dans la décomposition du capitalisme

Réunion publique : Samedi, Mars 21, 2015 - 16:00 - 19:00

Adresse:**Le Café Citoyen, 7 place du Vieux marché aux chevaux, Lille (Métro République Beaux Arts)**

Les attentats qui ont eu lieu les 7 et 9 janvier, dans la rédaction du journal Charlie Hebdo et dans un Hyper Casher, ont suscité une émotion et une indignation non seulement en France mais aussi dans le monde entier. Au soir du premier massacre, la population, par dizaine de milliers, se rassemble dans plusieurs grandes villes de France, mais aussi en Europe et dans le monde entier. Le 11/01, la bourgeoisie française organise de grandes marches avec en tête un nombre impressionnant de chefs d'Etat, de Hollande à Néthanyaou en passant par Merkel. Dans le sillage d'un renforcement de l'Etat policier, de grandes campagnes sur l'unité nationale, la défense de la démocratie, de la liberté de presse et des valeurs républicaines envahissent les chaînes de télé et de radio. L'encadrement idéologique et la répression sont les seules réponses qu'offre la bourgeoisie à de tels actes barbares. Les discours écoeurants sur le risque d'amalgamer les terroristes avec la population maghrébine est une manière hypocrite de pointer du doigt cette même population, de diviser la classe ouvrière. Pour les révolutionnaires, ces actes barbares exécutés par des individus complètement fanatisés sont la conséquence d'un système qui s'enfoncé de plus en plus dans la pourriture, entraînant derrière lui une frange de la jeunesse immigrée désespérée, sans avenir, enfermée dans des ghettos. Ce pas de plus dans la décomposition au cœur même des grandes concentrations ouvrières interpelle le prolétariat, sa responsabilité historique afin de détruire ce système qui entraine l'humanité dans la barbarie

PUBLICATIONS DU CCI - ADRESSES DE CONTACT

écrire sans mention du nom de la publication, sauf pour Internationalism US

Accion Proletaria (Espagne)Ecrire à l'adresse en France ou e-mail
espagna@internationalism.org.**Communist Internationalist**

(en langue Hindi)

POB 25, NIT,

Faridabad 121 00 Haryana, INDIA

Dünya Devrimi (Turquie)Ecrire à l'adresse en Suisse ou e-mail
turkiye@internationalism.org**Internacionalismo (Vénézuéla, Pérou, Ecuador)**Ecrire à l'adresse en France ou e-mail
venezuela@internationalism.org.**Internationalism**

PO Box 90475

Brooklyn, NY 11209, USA

Internationalisme

BP 94, 2600 Anvers, Belgique

Internationell Revolution

IR, Box 21106,

10031 Stockholm, SUEDE

Internasyonalismo, (Philippines)

Ecrire à l'adresse en Inde ou e-mail

Philippines@internationalism.org**Revolucion Mundial**

Apartado de Correos 15-024,

C.P. 02600

Distrito Federal, Mexico, Mexico

Revolution Internationale

Mail Boxes 153

rue Damrémont, 108

75018 Paris, France

Revolução Internacional (Brésil)Ecrire à : brasil@internationalism.org**Rivoluzione Internazionale**

CP 469, 80100 Napoli, Italie

Wereldrevolutie

Ecrire à l'adresse en Belgique ou e-mail

nederland@internationalism.org.**Weltrevolution**

Allemagne: Ecrire à l'adresse en Suisse

Weltrevolution

Postfach 2216,

CH-8026 Zürich, Suisse

World Revolution

BM Box 869, London WC1N 3XX,

GRANDE-BRETAGNE

World Revolution (Australie)

Ecrire à l'adresse en Grande-Bretagne,

ou: oz@internationalism.org**BROCHURES - LIVRES**

Les publications peuvent être obtenues à nos activités publiques, dans certaines librairies ou par versement (indiquant les publications ou abonnements souhaités) au compte BE44 0003 3519 7745 d'Internationalisme, BP 94, 2600 Berchem (+2 euros pour les frais d'envoi)

● Plate-forme et Manifeste	€ 2,50	● La Gauche communiste		expressions de la dictature du	
● La décadence du		Britannique (Ang)	€ 7,00	capital	€ 4,50
capitalisme	€ 3,25	● La Gauche communiste de		● La terreur stalinienne: un	
● Les syndicats contre la		France	€ 4,00	crime du capitalisme, pas du	
ouvrière	€ 2,50	● La Gauche communiste de Russie		communisme	€ 3,00
● Nation ou classe	€ 3,00	(Ang)	€ 10,00	● Le communisme n'est pas un bel	
● Organisation communiste		● L'Etat dans la période		idéal ..., mais ...	€ 3,00
et conscience de classe	€ 4,00	de transition	€ 3,00	● Comment le PCF est passé au	
● La Gauche communiste		● Le trotskysme contre la classe		service du capital	€ 3,00
d'Italie	€ 8,00	ouvrière	€ 4,50	● La Révolution russe 1917	€ 2,50
● La Gauche communiste		● Guerre du Golfe (1991)	€ 2,50	● Les élections : un piège pour la	
Hollandaise - Allemande	€ 12,00	● Fascisme et démocratie, deux		classe ouvrière	€ 2,00

EBOLA

Le capitalisme en décomposition répard de nouvelles épidémies

Ebola n'est pas seulement un problème médical, c'est avant tout une question sociale, le produit d'un système doté de la technologie et du savoir-faire scientifique nécessaire pour considérablement réduire les souffrances causées par les épidémies, mais incapable d'atteindre cet objectif.

L'humanité est capable de surmonter les flambées explosives des épidémies les plus contagieuses

Au cours de l'histoire, l'humanité a régulièrement été confrontée à l'apparition de maladies contagieuses décimant la population mondiale. Mais l'évolution du savoir a rendu progressivement l'humanité plus apte à diminuer leurs effets dévastateurs et le nombre de victimes.

La première pandémie massive et de dimension planétaire connue est "la Peste Noire", qui toucha l'Europe principalement entre les années 1346 et 1353. Elle fut une des épidémies les plus dévastatrices, causant la mort d'environ 30 à 60 % de la population européenne, soit environ 25 millions de victimes (et probablement autant en Asie). L'humanité fit reculer l'épidémie grâce aux mesures de quarantaine. Au XIXe siècle, en 1826, éclatait une épidémie de choléra en Europe qui infecta des dizaines de milliers de personnes en Grande-Bretagne. Au début, on pensait qu'elle était causée par l'exposition aux déchets en décomposition. Mais, en utilisant des méthodes de recherche simples, un groupe de médecins montra que c'était l'eau souillée qui permettait à la maladie de se propager. A Hambourg, ville connaissant alors une forte croissance démographique, le choléra frappa de nouveau pendant dix semaines, paralysant complètement le commerce et les échanges; 8.600 personnes moururent.

En 1892, Engels estimait que "les attaques répétées du choléra (...) et autres épidémies [avaient] convaincu

la bourgeoisie anglaise de la nécessité urgente de procéder à l'assainissement des villes et des cités"(1). Finalement, la science finit par découvrir que le choléra était transmis par l'eau polluée et par l'exposition aux matières fécales d'une personne infectée.

Au cours du XIXe siècle, la médecine accomplit d'énormes progrès. Le développement des vaccins et, plus important encore, la mise en place de mesures sanitaires environnementales, associés à une meilleure compréhension des maladies infectieuses (épidémiologie), ont constitué des armes irremplaçables dans le combat pour la santé humaine: "Les abus les plus criants décrits dans ce livre ont, soit disparu, soit sont devenus moins visibles"(2).

Dans la première moitié du XXe siècle, le développement de la science continua, entraînant des progrès considérables. La découverte des antibiotiques, l'introduction d'une vaccination efficace contre un nombre croissant de maladies ont entraîné une diminution spectaculaire du nombre de victimes. Ainsi, il y a soixante ans, la bourgeoisie était convaincue que la lutte à l'échelle mondiale contre les maladies infectieuses était sur le point de triompher.

Un nouveau foyer de pandémies dans la décadence du capitalisme

Cependant, avec l'aggravation des contradictions du système capitaliste débutait sa période de décadence, la crise historique du système bourgeois. Les conditions étaient mûres pour l'éclatement de deux guerres mondiales et un nombre conséquent de guerres locales. Cela a eu un impact dramatique sur la santé publique. La Première Guerre mondiale en particulier provoqua une grave pandémie.

La guerre avait conduit à la complète dévastation de régions entières en Europe, au déplacement de millions de gens, au transport massif de troupes de

soldats à travers toutes les régions du monde... En d'autres termes: la création d'un énorme chaos et une régression majeure des conditions sanitaires et d'hygiène.

Une nouvelle souche du virus de la grippe - surnommée Grippe espagnole en raison des règles de censure en temps de guerre - est devenue très contagieuse à l'automne 1918 en France. Des



paysans chinois, envoyés par bateau du nord de la Chine vers la France, travaillant juste derrière le front dans des conditions déplorables, à la limite de la famine, infectèrent les soldats des tranchées. La grippe se répandit rapidement vers les Etats-Unis et dans certaines parties de l'Asie. La grippe tua environ 50 millions de personnes à travers le monde, se classant comme l'une des épidémies les plus meurtrières de l'Histoire. La bourgeoisie a toujours nié ou minimisé les liens entre les conditions créées par la guerre et le nombre phénoménal de morts dus à la grippe.

L'aggravation des conditions de vie au cours de la décomposition

Les progrès de la science médicale et des systèmes de santé réalisés depuis le milieu du XIXe siècle n'ont jamais été étendus et mis en pratique dans tous les pays du monde. Dans les pays dits

"en voie de développement", l'accès à ces améliorations est impossible pour la grande majorité des ouvriers et paysans. Et cela n'a jamais changé depuis. Les signaux d'alarme insistants au sujet des maladies contagieuses dans ces régions du monde ont jeté une ombre de doute sur la propagande au sujet du "futur radieux" et la "bonne santé" du système actuel.

Pour le marxisme, cela n'a rien d'étonnant. Ces maladies sont l'expression du fait que le système capitaliste est en train de pourrir sur pied, à cause de l'impasse dans laquelle se trouvent les deux principales classes de la société: la bourgeoisie et le prolétariat. Comme le prolétariat n'est pas encore capable d'affirmer sa perspective révolutionnaire, les contradictions du capitalisme en décomposition ne peuvent que s'aggraver toujours plus.

La phase de décomposition, qui a commencé à la fin des années 1980, favorise le développement du "chacun pour soi", détruit la cohésion sociale et amène à un délitement moral toujours croissant. La décomposition est marquée par la tendance au chaos complet dans tous les coins du monde. Non seulement le capitalisme en décomposition ne parvient pas à enrayer les maladies, mais, de plus, il tend à les aggraver et même à les provoquer:

- environ 3,3 milliards de personnes dans les pays "en voie de développement" n'ont pas accès à l'eau potable;
- près de 2,5 milliards de personnes (plus du tiers de la population mondiale) n'ont pas accès à un équipement sanitaire de base;
- chaque année, 250 millions de personnes s'empoisonnent avec de l'eau contaminée, ce qui entraîne un décès dans plus de trois millions de cas (3).

L'apparition de nouvelles maladies infectieuses et la résurgence d'anciennes maladies dans différentes régions du monde, jusque-là épargnées, ont précipité une nouvelle crise sanitaire, qui menace de réduire à néant tous les progrès accomplis auparavant, comme le reconnaît la bourgeoisie. Les maladies comme le choléra, qui étaient jusque-là cantonnées dans des zones limitées, se répandent maintenant dans des régions que l'on croyait à l'abri. Alors que quelques maladies sont complètement éradiquées, d'autres, telles que la malaria et la tuberculose, qui ont toujours fait partie des plus grands ennemis "naturels" de l'humanité, sont de retour avec une férocité accrue, causant des millions de morts chaque année.

C'est la décomposition de la société qui est clairement responsable de la débandade des services médicaux. Le SRAS, par exemple, était l'une des pandémies les plus dangereuses avant l'éruption d'Ebola. On pense que le SRAS est passé d'une espèce biologique à l'autre dans une région démunie de la Chine du Sud où les gens vivent entassés avec leurs animaux dans des conditions qui rappellent le Moyen-Age. Ces conditions de vie sont à l'origine de beaucoup des plus sérieuses épidémies de grippe dans le monde. "Le succès du marché mondial dans la décadence ne réside pas dans la prévention de l'apparition de la maladie mais dans le fait d'avoir favorisé son extension mondiale" (4).

(suite à la page 6)

nos positions

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.
- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.
- Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.
- Depuis le début du XXe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle

toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.
- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.
- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la

classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.
- Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livre en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.
- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.
- L'organisation politique révolutionnaire constitue

l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.